

la coopération; il a crié sur tous les toits que le patronat et le salariat devraient s'entendre non seulement sur les salaires et les heures de travail, mais aussi sur l'exploitation de la compagnie. Il a signalé qu'on agissait ainsi en Europe. Si je ne m'abuse, en Allemagne la loi exige qu'un employé ait son mot à dire au sujet de la gestion des affaires de la compagnie pour laquelle il travaille.

En dépit de l'exemple donné par ces deux ministres, je suis déçu de voir que dans les discours qu'ils ont prononcés ces derniers mois, les directeurs d'entreprises commerciales et financières n'ont pas tenu compte de ce point, n'ont pas tenu compte de l'importance de faire sentir aux travailleurs qu'ils sont de la partie. Les discours dont je parle insistent sur la réduction des impôts, l'augmentation des déductions au titre de l'amortissement, la hausse des taux de douane et l'octroi de subventions à l'exportation; tout cela peut avoir du bon, mais j'attire l'attention des honorables députés sur deux points. Le premier, c'est que les quatre éléments mentionnés ne sont que théories. Ils renferment l'idée de subvention mais ils ne donnent aucunement à entendre que les ouvriers doivent mieux travailler et produire davantage, ce qui est, somme toute, le plus important. A ce sujet, qu'il me soit permis de citer un passage du livre de James Lincoln, intitulé *A New Approach to Industrial Economics*. Voici tout d'abord une phrase intéressante, qui indique dans quel esprit Lincoln a entrepris ses fonctions. Il s'est fixé une norme qui paraîtra peut-être un peu trop rigoureuse aux honorables députés, mais que Lincoln a néanmoins appliquée à la lettre. Lorsqu'il fut nommé à son poste il y a nombre d'années, il institua un conseil consultatif qui, si je ne m'abuse, s'est réuni toutes les deux semaines, depuis. Lincoln dit ceci:

J'étais persuadé qu'en réussissant à amener les gens de la Société à désirer son succès aussi ardemment que moi, il n'était pas de problème que nous ne parviendrions pas à résoudre ensemble.

Ce sont des mots bien simples, mais qui disent beaucoup, comme en conviendront les députés. On peut dire que Lincoln a réussi et que son entreprise a été couronnée de succès. Dans ses critiques aux fabricants, Lincoln est franc. Il parle de l'époque révolue, où, d'après lui, les fabricants savaient tirer parti de toutes les ressources de leurs hommes pour un travail parfait. Voici ce qu'il dit au sujet du fabricant des États-Unis:

Il n'a pas su garder la collaboration du travailleur et c'est lui qui y perd par suite des frictions. Quand il sait s'assurer cette collaboration, il y gagne. Ce n'est pas seulement un principe théorique. C'est l'histoire de tous les fabricants qui ont conçu un produit particulier et le fabriquent avec la collaboration des ouvriers. Les salaires horaires

ont peu d'importance en soi. Ce qui est important, c'est le salaire à la pièce. Cela dépend de l'efficacité du travail seulement.

Je cite une autre déclaration de Lincoln. Il exagère peut-être un peu, mais néanmoins sa réussite lui permet de dire:

Lorsqu'un produit bien conçu est fabriqué grâce à la coopération des ouvriers, le prix de revient peut en être abaissé dans la mesure où le groupe qui y travaille le veut.

C'est beaucoup dire! Néanmoins, il cite des cas où l'on n'a pas seulement réduit le prix de revient de 20 ou de 50 p. 100, mais de bien plus. Il ajoute:

Quand on récompense et encourage le travailleur d'une façon qu'il juge acceptable, il est possible d'obtenir une telle collaboration.

L'auteur admet franchement qu'à son avis, les travailleurs n'ont pas toujours été traités comme ils auraient dû l'être.

Je tiens à dire encore un mot sur la situation économique de l'heure, en citant M. Deutsch, qui est maintenant à l'Université Queen's; il faisait autrefois partie du ministère des Finances à Ottawa. Voici ce qu'il dit:

Il est évident que le relèvement qui est amorcé devra s'accentuer beaucoup plus que n'importe lequel des redressements cycliques constatés depuis la fin de la guerre, si l'on veut atteindre le plein rendement et le plein emploi. Si une reprise aussi considérable ne se réalise pas, le problème posé par un chômage d'envergure persistera.

Voici un passage que je trouve fort intéressant:

Notre commerce d'exportation, qui a toujours été un élément essentiel de la croissance économique du Canada, doit envisager un monde entièrement nouveau. L'évolution qui est en train de se produire indique la division du monde en grands blocs commerciaux, chacun possédant un marché intérieur immense et s'entourant de barrières protectrices d'une nature ou d'une autre. L'ironie dans tout cela, c'est que cette évolution laisse entrevoir la possibilité d'un Canada qui serait retranché de la zone particulière d'échanges à laquelle il est lié par tradition, c'est-à-dire le régime préférentiel britannique.

La situation de notre commerce extérieur présente encore un autre aspect auquel s'attaquent de nouvelles et puissantes forces. Les pays sous-développés pénètrent maintenant sur le marché mondial, qu'ils continueront à inonder d'un volume toujours croissant d'articles d'exportation produits par une industrie à salaires peu élevés.

Je tiens aussi à citer ce qu'a déclaré récemment à Halifax M. Mathers, président de l'Association canadienne des fabricants:

...les chiffres de la productivité pour la période de 1949 à 1958 constituent pour nous, au Canada, un triste document. Au Japon, le rythme d'expansion de la productivité pendant la plus grande partie de cette période augmentait de 5.5 p. 100 par an. En Allemagne de l'Ouest, ce chiffre était de 5.3 p. 100, en Italie de 4.5 p. 100, en France de 3.7 p. 100 et aux États-Unis de 2.3 p. 100. En comparaison, notre rythme d'expansion n'atteignait que 1.8 p. 100.

Il signale ensuite qu'un économiste canadien remplissant une haute fonction estime